

Cote du document: EB/112
Date: 3 décembre 2014
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Procès-verbal de la cent douzième session du Conseil d'administration

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ra it Pertev
Secrétaire du FIDA
téléphone: +39 06 5459 2254
courriel: r.pertev@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Table des matières

	Paragraphe	Page
I. Introduction	1-2	1
II. Ouverture de la session	3-12	1-3
III. Décisions du Conseil d'administration	13-59	3-11
A. Adoption de l'ordre du jour	13-14	3
B. Aperçu général du programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2015, et aperçu du programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2015 et plan indicatif pour 2016-2017 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA	15-25	3-5
C. Évaluation	26	5
D. Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA)	27-28	5
E. Sélectivité dans le choix des pays et des thèmes: Enjeux et options	29-33	6
F. État d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie du FIDA concernant le secteur privé	34-36	6-7
G. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration	37-41	7-8
H. Accord-cadre avec la banque de développement KfW concernant l'octroi de prêts individuels au FIDA	42-44	8-9
I. Questions financières	45-46	9
J. Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs	47	9
K. Questions diverses	48-56	9-11
L. Clôture de la session	57-59	11
IV. Documents présentés pour information	60	11
V. Informations fournies en vertu du principe d'adaptation à l'objectif visé	60	11
 Annexes		
I. Délégations à la cent douzième session du Conseil d'administration		12
II. Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent douzième session		24
III. Ordre du jour		27

Procès-verbal de la cent douzième session du Conseil d'administration

I. Introduction

1. La cent douzième session du Conseil d'administration s'est tenue à Rome les 17 et 18 septembre 2014. La liste des délégations figure à l'annexe I.
2. Le Conseil d'administration a été saisi des documents énumérés à l'annexe II.

II. Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour)

3. Le Président Kanayo F. Nwanze ouvre la session, en souhaitant la bienvenue au sein du Conseil d'administration aux représentants nouvellement accrédités de l'Allemagne, du Danemark, de l'Italie, du Japon, de Maurice et de la République de Corée, ainsi qu'à tous les autres délégués et observateurs qui participent pour la première fois au Conseil et à ceux qui y assistent depuis la salle d'écoute.
4. Le Président rappelle les principaux résultats de la session d'avril du Conseil d'administration, et présente un bref compte rendu des voyages officiels récemment entrepris, par lui-même ainsi que par les membres de la direction générale et par la présidence externe de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA10), en vue de visiter des projets du FIDA et de renforcer les relations avec les pays donateurs et les bénéficiaires, dans le contexte de la Consultation en cours sur FIDA10. Le Président cite les faits marquants suivants:
 - a) Visites au Mexique, au Nicaragua, en Inde, en Gambie et en Ethiopie, au cours desquelles il a eu des entretiens avec divers chefs d'État et des responsables gouvernementaux. Le message majoritairement adressé au FIDA est un message d'appréciation pour le travail effectué par l'institution et l'expression du souhait d'une participation plus approfondie. Un certain nombre de pays ont rassuré le FIDA quant à leur engagement dans le contexte de FIDA10, en soulignant le rôle des bénéficiaires du FIDA, dont les contributions au Fonds deviennent de plus en plus importantes.
 - b) Visites au Japon et en Finlande qui ont, tous deux, réitéré leur engagement aux côtés du FIDA. Il apparaît clairement, au terme de ces missions, que la dépréciation des monnaies et les fluctuations du taux de change auront une incidence sur le processus de reconstitution, rendant nécessaire une focalisation sur le niveau des contributions en termes de dollars des États-Unis.
 - c) Le Vice-Président s'est rendu dans une série d'autres pays, notamment le Kazakhstan, la Chine et la Norvège, tandis que le président externe de la Consultation sur FIDA10, M. Johannes Linn, récemment rentré d'un voyage dans la Fédération de Russie, se rendra prochainement en Belgique.
 - d) Enfin, le Président rend compte de sa participation à une série de réunions internationales, sommets et conférences, où il s'est systématiquement attaché à placer au premier plan des débats les thèmes de la pauvreté, de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de l'agriculture paysanne. Il souligne particulièrement sa participation à la réunion de printemps de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) (le 10 avril), au Sommet de l'Union africaine en Guinée équatoriale (le 25 juin), et au Forum sur la révolution verte en Afrique (AGRA), qui s'est tenu en Éthiopie le 1^{er} septembre.

5. Le Président indique que, avant le Sommet de l'Union africaine, le FIDA a publié une lettre ouverte aux dirigeants africains, les invitant instamment à accorder l'attention qu'il mérite au secteur agricole. Cette lettre a eu une large diffusion dans les médias africains et plusieurs médias internationaux, et notamment une citation sur la BBC.
6. Au cours de sa mission en Inde, le Président s'est vu décerner à Chennai, par le Rotary Club, le Prix MS Swaminathan pour la protection de l'environnement; il a aussi reçu les insignes d'Officier de l'Ordre national de la République de Gambie.
7. S'agissant des prochains voyages, les calendriers du Président et du Vice-Président prévoient la participation à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York; une mission aux Pays-Bas dans le contexte des débats sur FIDA10; la réunion annuelle de la Banque mondiale et du FMI à Washington, où des rencontres sont prévues avec de nombreux ministres des finances et de la coopération au développement; une mission auprès de la Fondation Bill & Melinda Gates à Seattle, et à Des Moines, dans l'Iowa, où le Président prononcera un discours liminaire à la cérémonie de remise du Prix mondial de l'alimentation.
8. Le Président réitère que le FIDA a joué un rôle central dans la coordination à l'échelle de l'ensemble du système des Nations Unies, en accueillant, entre autres, deux réunions prestigieuses: i) le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination (CEB); et ii) la soixante-dix-neuvième session de la Commission de la fonction publique internationale.
9. À propos de la collaboration entre les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, le Président informe le Conseil que des réunions périodiques de coordination continuent de se dérouler. Il cite, parmi les résultats méritant d'être relevés, un accord sur les domaines de collaboration prévus pour 2015, axés sur la collaboration en matière de politiques et de programmation; et la collaboration sur les questions en rapport avec les ressources humaines. La collaboration en matière de politiques se focalisera sur le programme de développement pour l'après-2015, sur la résilience et sur le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, ainsi que sur toutes les questions de fond qui en émanent. La collaboration programmatique se concentrera sur les initiatives "Achats au service du progrès" (P4P) et "Réduire à néant les pertes et gaspillages alimentaires". Dans les deux cas, un certain nombre d'initiatives connexes entreprises conjointement par les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome et des manifestations parallèles sont prévues.
10. Des informations à jour sont communiquées à propos du Mécanisme mondial, dont les bureaux ont été transférés à Bonn à partir d'avril 2014. Des contrats ont été proposés à la plupart des membres du personnel du Mécanisme mondial, soit auprès de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (la Convention) à Bonn, soit au bureau de liaison hébergé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, soit au FIDA. Pour ce qui concerne le compte bloqué, la réunion est informée du transfert d'approximativement 640 000 USD à la Convention après réception de la confirmation du paiement d'une facture, et le FIDA collabore activement avec le Secrétariat de la Convention en vue de parvenir à une solution mutuellement acceptable pour la clôture du compte et la restitution des fonds au Secrétariat.
11. Le Président informe les membres que le FIDA a été associé à l'effort de coordination entrepris par le système des Nations Unies et dirigé par M. David Nabarro, au nom du Secrétaire général des Nations Unies, pour faire face à l'épidémie du virus Ebola. Un accord a été conclu aux termes duquel le FIDA appuiera la réponse à la crise en Sierra Leone, en Guinée et au Libéria en accordant au Programme alimentaire mondial un don de 3 millions d'USD destiné à l'appui direct aux communautés rurales touchées par la crise. Par ailleurs, le FIDA prend toutes les précautions pour garantir la sécurité de son personnel sur le terrain dans la région affectée.

12. Enfin, à propos de recrutements récents au sein de la direction générale, le Président souhaite officiellement la bienvenue à M. John McIntire, qui a pris ses fonctions de Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes, en juin 2014. Le Président informe également le Conseil qu'au terme d'un processus de recrutement international caractérisé par une publicité intensive, c'est Mme Josefina Stubbs qui sera la prochaine Vice-Présidente adjointe, Département de la stratégie et de la gestion des savoirs. Le Président présente ensuite M. Gerard Sanders (Nouvelle-Zélande), qui occupera à partir de la fin du mois d'octobre le poste de Conseiller juridique, et M. Domenico Nardelli (Italie), qui exerce au FIDA depuis le début du mois de septembre les fonctions de Directeur et Trésorier, Division des services de trésorerie. Enfin, comme annoncé dans la communication adressée à tous les représentants au Conseil d'administration le 25 juin, le Président indique que M. Oscar Garcia (État plurinational de Bolivie) rejoindra le FIDA le 1^{er} octobre.

III. Décisions du Conseil d'administration

A. Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)

13. Le Conseil d'administration prend note du calendrier de travail, tel qu'il figure dans le document EB 2014/112/R.1/Add.1/Rev.1, et adopte l'ordre du jour tel que proposé dans le document EB 2014/112/R.1 et modifié comme suit:
- a) suppression de la proposition concernant le Projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi (JiMAAPP) en Chine;
 - b) suppression de la proposition concernant le Projet relatif à la pêche, aux ressources côtières et aux moyens d'existence aux Philippines (FishCORAL); et
 - c) inclusion, sous la rubrique Questions diverses, d'un point concernant la demande d'admission en qualité de Membre non originaire présentée par la République des Palaos.
14. Le Conseil d'administration est informé de ce que la suppression des deux propositions de projet de l'ordre du jour a pour objet de donner davantage de temps à l'examen par les gouvernements desdits projets et à l'achèvement des négociations formelles, et qu'elles seront soumises à une prochaine session du Conseil.

B. Aperçu général du programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2015, et aperçu du programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2015 et plan indicatif pour 2016-2017 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (point 3 de l'ordre du jour)

15. Le Conseil d'administration examine l'Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2015, et l'aperçu du programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2015 et le plan indicatif pour 2016-2017 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (EB 2014/112/R.2).
16. Le Conseil prend note des synthèses présentées respectivement sur ce point par les présidents du Comité d'audit et du Comité de l'évaluation.
17. Un large consensus est exprimé à propos du niveau proposé pour le programme de prêts et dons du FIDA de 2015, soit 1,056 milliard d'USD, y compris le financement destiné au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP), ainsi que pour le budget ordinaire de 152,25 millions d'USD, soit une augmentation nominale de 1,7% par rapport à 2014, correspondant à une augmentation réelle de 0,9%

couplée à une augmentation nette des prix, liée à l'inflation, de 0,8%. Prenant en compte le fait que des chiffres actualisés seront présentés dans le document final qui sera soumis en décembre, le Conseil d'administration demande à la direction de faire tout son possible pour minimiser l'augmentation du budget administratif.

18. Tandis que certains membres admettent que l'expansion du programme de prêts et dons conduit nécessairement à une augmentation des dépenses d'administration et donc à une augmentation réelle du budget soumis, d'autres membres demandent des informations complémentaires sur la nature de l'augmentation, sur les hypothèses relatives à l'inflation et aux taux de change, sur le rapport entre budget administratif et budget d'investissement, ainsi que d'autres précisions sur les économies qu'il est prévu de réaliser grâce à la mise en œuvre du plan d'action consolidé en réponse à l'évaluation au niveau de l'institution de l'efficacité institutionnelle du FIDA et de l'efficacité des opérations qu'il finance (ENI-E).
19. Les membres sont informés que l'augmentation réelle se rapporte principalement aux dépenses récurrentes supplémentaires liées au plan d'action de l'ENI-E, au projet de remplacement du Système prêts et dons, et au résultat de l'exercice de planification stratégique du personnel qui a débouché sur une légère augmentation des effectifs, essentiellement axée sur la fourniture d'un soutien supplémentaire aux bureaux de pays du FIDA et à ses opérations. Pour ce qui concerne l'inflation, il est précisé que le taux d'inflation utilisé, compte tenu du type de dépenses auxquelles doit faire face le FIDA, est une moyenne de l'inflation mondiale et de l'inflation en Italie. Par ailleurs, des consultations ont été entreprises avec les institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome, et le taux d'inflation appliqué par le FIDA est le même que celui de ces institutions. Il est en outre noté que le taux de change utilisé est exactement celui qui était en vigueur au moment de la rédaction du document, et que le taux de change entre l'euro et le dollar des États-Unis connaît depuis quelque temps une forte instabilité, de sorte qu'il est difficile de formuler des prévisions assez exactes. Il est précisé que les taux d'inflation et de change seront révisés et que, si nécessaire, ils seront prudemment actualisés dans le document définitif à soumettre au Conseil en décembre. Dans le même ordre d'idées, et rappelant qu'au cours des dernières années toutes les augmentations inflationnistes ont été absorbées dans le budget ordinaire, les membres s'entendent rappeler les problèmes associés à l'absorption constante de l'inflation par le FIDA, qui pourrait constituer une menace pour la viabilité financière future du Fonds.
20. Le Conseil prend connaissance d'informations actualisées sur les gains d'efficacité et les économies réalisées à ce jour, y compris dans les domaines des services aux organes directeurs, des voyages, des consultants et de l'automatisation des tâches administratives. La direction est invitée à fournir un estimatif prévisionnel des gains d'efficacité et un calendrier de leurs perspectives de concrétisation. À propos de l'efficacité, la direction fait observer que l'augmentation des investissements dans les activités hors prêts s'est bien traduite par une hausse des coûts unitaires à court terme, mais qu'elle produira des gains d'efficacité à moyen et à long termes. Par ailleurs, la mise en rapport de l'accroissement du programme de prêts et dons et des dépenses de personnel montre une amélioration évidente de l'efficacité du FIDA. L'amélioration de l'efficacité est également perceptible dans le niveau accru des engagements et des décaissements.
21. Le Conseil est informé, en réponse à des questions sur le point de savoir si les niveaux cibles définis en matière de cofinancement sont réalisables, que tous les efforts seront déployés pour y parvenir; toutefois, compte tenu des sources de cofinancement du FIDA et de la variabilité inhérente à ces sources, la tâche pourrait s'avérer difficile.

22. Les progrès accomplis dans l'élaboration d'une méthodologie visant à garantir une budgétisation sensible à la problématique hommes-femmes sont également appréciés, et les membres attendent avec intérêt les informations complémentaires qui leur seront communiquées dans le projet définitif de programme de travail et de budget pour 2015, qui sera soumis au Conseil en décembre. Les membres attendent aussi avec intérêt l'examen de l'évaluation au niveau de l'institution de la politique du FIDA en matière de dons, et l'engagement de la direction à faire fond sur ses conclusions pour élaborer une approche plus ciblée du programme de dons.
23. Le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) pour 2015, estimé à 6,097 millions d'USD, et le programme de travail pour 2015 ainsi que le plan indicatif pour 2016-2017 reçoivent eux aussi un accueil très favorable.
24. Répondant aux questions des membres, IOE s'engage à envisager la possibilité de réaliser, à l'avenir, une synthèse d'évaluations dans le domaine de la pêche. Le Conseil approuve l'organisation, en 2015-2016, d'une évaluation au niveau de l'institution du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). Les membres notent également que l'élaboration d'un nouveau manuel de l'évaluation contribuera, en dernière analyse, à une optimisation des ressources pour IOE en particulier et pour le FIDA en général, par le biais entre autres de méthodologies améliorées et de la rationalisation des processus en rapport avec l'évaluation.
25. Les observations formulées par les membres pendant la session seront dûment examinées lors de l'élaboration du projet définitif de programme de travail et de budget qui sera soumis à la session de décembre du Conseil d'administration.

C. Évaluation (point 4 de l'ordre du jour)

- a) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-troisième session
 - b) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-quatrième session
26. Le Conseil d'administration examine les rapports du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-troisième et la quatre-vingt-quatrième session, respectivement présentés dans les documents EB 2014/112/R.3 (dont la version révisée en français sera publiée sous la cote EB 2014/112/R.3/Rev.1) et EB 2014/112/R.4, et en prend note.

D. Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) (point 5 de l'ordre du jour)

27. Le Conseil se félicite du document EB 2014/112/R.5, contenant le Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) et les commentaires, figurant dans l'additif, formulés par IOE à propos de ce document, et en prend note. Le Conseil exprime en particulier sa satisfaction quant au suivi, toujours solide, des recommandations, et déclare attendre avec intérêt les futures actualisations sur les progrès accomplis à propos du plan d'action de l'ENI-E et qui seraient, selon les informations rapportées, en bonne voie.
28. En réponse à des demandes émanant du Conseil, la direction confirme que le PRISMA s'intéressera, à partir de 2015, aux recommandations issues des évaluations de la performance des projets, et qu'un suivi des recommandations plus anciennes sera inclus dans chaque rapport annuel.

E. Sélectivité dans le choix des pays et des thèmes: Enjeux et options (point 6 de l'ordre du jour)

29. Le Conseil consacre un débat animé au document EB 2014/112/R.6, intitulé Sélectivité dans le choix des pays et des thèmes: Enjeux et options. Compte tenu des nombreuses observations formulées par les membres sur ces questions, la direction précise que le document présenté à cette session du Conseil aurait dû être placé dans la catégorie "pour examen" plutôt que "pour approbation", dans la mesure où il s'agit d'un travail en cours.
30. La direction reconnaît que les questions relatives à la sélectivité dans le choix des pays, à l'engagement du FIDA auprès des pays à revenu intermédiaire et au SAFFP sont interconnectées, et qu'elles exigent une analyse approfondie et une approche multi-objectif. Il convient de prendre dûment en considération le mandat fondamental du FIDA – tel que l'énonce l'article 2 de l'Accord portant création du FIDA, qui stipule que "[l]'objectif du Fonds est de mobiliser et de fournir à des conditions de faveur des ressources financières supplémentaires pour le développement agricole des États membres en développement" –, qu'il s'agisse de pays à faible revenu, de pays à revenu intermédiaire, de petits États insulaires en développement ou d'États fragiles.
31. Dans le même temps, il est nécessaire d'assurer un équilibre entre le caractère inclusif des interventions et leur efficacité et leur impact, en prenant en compte de manière adéquate les efficacités opérationnelles.
32. Sur la question de la sélectivité thématique, la direction explique que le FIDA opère déjà sur la base d'un mandat thématique extrêmement ciblé – l'agriculture et le développement rural –, et que toute spécificité additionnelle de ses interventions sur le terrain est déterminée par la demande, dictée par les clients du FIDA eux-mêmes.
33. En conclusion, donc, la direction poursuivra son action dans ce domaine et rendra compte au Conseil d'administration en décembre 2014.

F. État d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie du FIDA concernant le secteur privé (point 7 de l'ordre du jour)

34. Le Conseil d'administration se félicite des informations fournies dans le document EB 2014/112/R.7 sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie du FIDA concernant le secteur privé depuis son adoption en 2011, et prend note de ces informations. La direction est en particulier félicitée pour avoir atteint, et même dépassé, les cibles opérationnelles établies en 2011 dans la stratégie du FIDA concernant le secteur privé. Les membres encouragent la poursuite et l'accentuation des efforts pour progresser dans ce domaine thématique en explorant, entre autres, différents mécanismes et sources de financement alternatifs à l'appui du partenariat avec le secteur privé, y compris par le biais du mécanisme de partenariat public-privé-producteur (4P), en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds et organisations; et en affinant ses outils et ses processus de diligence raisonnable afin que son personnel soit en mesure de travailler avec les acteurs du secteur privé, en vue d'apporter des avantages concrets aux populations rurales pauvres.
35. Pour ce qui concerne le mécanisme 4P, les membres prennent note du débat en cours sur le point de savoir si les petits exploitants agricoles doivent être considérés comme des acteurs du secteur privé ou être traités comme une entité à part entière. Il est reconnu que, bien qu'étant intrinsèquement des opérateurs privés, les petits exploitants sont confrontés à un certain nombre de défaillances du marché, d'asymétries et de problèmes de capacité dans leurs relations avec les forces du marché. Il est par conséquent important de différencier leur rôle et leur contribution en tant que partenaire clé dans la collaboration aussi bien avec le

secteur public qu'avec le secteur privé formel, d'où la nécessité d'ajouter un "quatrième P" au mécanisme PPP classique.

36. Les membres reconnaissent les limites des instruments dont dispose actuellement le FIDA pour financer directement le secteur privé (apport de capitaux, par exemple) et les efforts déployés par le Fonds pour rechercher des partenariats directs avec le secteur privé en collaboration avec d'autres donateurs et mobiliser d'autres sources de financement. Ils reconnaissent que la stratégie actuelle du FIDA concernant le secteur privé répond toujours bien aux besoins du Fonds et qu'aucune révision n'est nécessaire à court terme. Le FIDA continuera à rendre compte de sa mise en œuvre, en tant que de besoin. Les membres reconforment la nécessité de veiller à ce que les activités soient alignées sur les priorités nationales et réitèrent que les intérêts des populations rurales demeurent le facteur central motivant la collaboration avec le secteur privé.

G. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration (point 8 de l'ordre du jour)

37. Le Conseil d'administration, agissant à la fois en sa capacité de Conseil d'administration du FIDA et de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP, selon le cas, examine et approuve les projets suivants:

a) Afrique de l'Ouest et du Centre

Côte d'Ivoire: Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation – extension ouest (PROPACOM – extension ouest)

38. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2014/112/R.8 et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République de Côte d'Ivoire un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à onze millions deux cent quatre-vingt mille droits de tirage spéciaux (11 280 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République de Côte d'Ivoire un don d'un montant équivalant à onze millions deux cent quatre-vingt mille droits de tirage spéciaux (11 280 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE ENFIN: que le Fonds, agissant en sa qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire de l'ASAP, accordera à la République de Côte d'Ivoire un don ASAP d'un montant équivalant à quatre millions cinq cent vingt mille droits de tirage spéciaux (4 520 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

b) Afrique orientale et australe

Burundi: Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso

39. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2014/112/R.9, ainsi que son additif et la copie de l'accord de financement négocié, et adopte les résolutions suivantes:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Burundi un don d'un montant équivalant à un million de dollars des États-Unis (1 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Burundi un don au titre des fonds supplémentaires du Programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, d'un montant équivalant à trente millions de dollars des États-Unis (30 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

c) Asie et Pacifique

Bangladesh: Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole

40. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2014/112/R.10, ainsi que son additif et la copie de l'accord de financement négocié, et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République populaire du Bangladesh un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à vingt-six millions trois cent cinquante mille droits de tirage spéciaux (26 350 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

d) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

Maroc: Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

41. Le Conseil d'administration examine la proposition contenue dans le document EB 2014/112/R.13 et adopte la résolution suivante:

"DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Maroc un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à seize millions cinq cent mille droits de tirage spéciaux (16 500 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, agissant en qualité de gestionnaire du Fonds fiduciaire, accordera au Royaume du Maroc un don du Fonds fiduciaire de l'ASAP d'un montant équivalant à un million deux cent quatre-vingt-quinze mille droits de tirage spéciaux (1 295 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport."

H. Accord-cadre avec la Banque de développement KfW concernant l'octroi de prêts individuels au FIDA (point 9 de l'ordre du jour)

42. Après avoir examiné l'accord-cadre avec la Banque de développement KfW concernant l'octroi de prêts individuels au FIDA, tel qu'il figure dans le document EB 2014/112/R.14, et l'additif fournissant les informations complémentaires demandées par le Comité d'audit à sa cent trente-troisième réunion, le Conseil d'administration autorise la direction du FIDA à conclure avec la Banque de développement KfW un accord-cadre concernant l'octroi de prêts individuels au FIDA d'un montant global de 400 millions d'EUR. Le Conseil d'administration autorise également la direction à conclure les accords de prêt individuels prévus dans le présent document, sous réserve que chaque prêt individuel soit financièrement viable selon la définition qui y est donnée.
43. Les membres du Conseil félicitent la direction et reconnaissent l'importance du parachèvement et de l'approbation de cet accord-cadre. Il assurera, d'une part, le respect de l'engagement pris au titre de la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9) de parvenir, pour la période de FIDA9, à un programme de prêts et dons d'un montant de 3 milliards d'USD; et il offrira aussi, d'autre part, une

excellente occasion de tirer des enseignements et de développer une capacité d'apporter des informations au cadre général d'emprunt actuellement en cours d'élaboration, tout en obtenant un financement auprès d'une nouvelle source par le biais d'un nouveau mécanisme et en garantissant la viabilité financière à long terme du Fonds. Il est convenu que les emprunts du FIDA ne devront pas constituer un moyen venant se substituer aux contributions de base, mais plutôt un moyen de mobiliser des ressources supplémentaires, et que les enseignements tirés devront être efficacement utilisés pour éclairer les futures possibilités d'emprunt.

44. Le débat relatif au prêt suscite des questions concernant l'application par le FIDA d'une commission d'engagement à ses emprunteurs. Il est décidé que la direction, en consultation avec le Comité d'audit, poursuivra sa réflexion sur ce point. Il est noté que, si des amendements devaient être approuvés, cela supposerait une modification des principes du FIDA en matière de prêts, et exigerait l'approbation du Conseil des gouverneurs.

I. Questions financières (point 10 de l'ordre du jour)

Rapports du président du Comité d'audit sur la cent trente-deuxième et la cent trente-troisième réunion

45. Le Conseil d'administration examine les rapports du président du Comité d'audit sur la cent trente-deuxième et la cent trente-troisième réunion (EB 2014/112/R.15 et EB 2014/112/R.16 respectivement).

46. Les membres accueillent avec satisfaction le calendrier proposé pour l'élaboration d'un cadre général d'emprunt du FIDA qui régira les emprunts auprès d'États souverains et d'institutions appuyées par un État. Un rapport d'actualisation sera soumis à la prochaine session du Conseil, et l'intention est de soumettre le document final à l'approbation du Conseil en avril 2015. Un séminaire informel sera également organisé sur ce thème.

J. Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs (point 11 de l'ordre du jour)

47. Le Conseil d'administration examine le projet d'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs (EB 2014/112/R.17), y compris les modifications proposées oralement, et l'approuve en application de l'article 6 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs.

K. Questions diverses (point 12 de l'ordre du jour)

- a) Nouvel accord d'hébergement avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre

48. Le Conseil d'administration examine le document EB 2014/112/R.18 relatif à l'hébergement du Secrétariat de la Coalition internationale pour l'accès à la terre (la Coalition) et approuve la mise en œuvre du nouvel accord pour la période 2016-2020, comme indiqué dans l'annexe du présent document.

49. En réponse à une demande d'éclaircissement concernant la relation entre le personnel de la Coalition et le FIDA, la direction réaffirme que les lettres d'engagement comprendront un certain nombre de dispositions visant à limiter tout malentendu ou responsabilités, et précisant que ces engagements sont limités au service au sein du Secrétariat de la Coalition. Par ailleurs, il a été approuvé une série de mesures de protection couvrant toute éventuelle obligation légale, et comprenant un accord spécifiant clairement qu'aucune obligation légale découlant de l'hébergement du Secrétariat ne sera à la charge du FIDA.

- b) Mémoire d'accord avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe
50. Le Conseil d'administration approuve les dispositions du mémoire d'accord conclu le 19 février 2014 entre le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) et le FIDA, comme indiqué dans l'annexe II du document EB 2014/112/R.19. Les membres se félicitent vivement du renouvellement de l'engagement entre le FIDA et le Conseil de coopération, qui tient compte de l'importance historique des États arabes du Golfe dans la fondation du FIDA et fait fond sur l'Accord de coopération FIDA-CCG de 1989.
- c) Mémoire d'accord avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
51. Conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil d'administration autorise le Président à négocier et à conclure un mémoire d'accord avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et à établir avec elle un partenariat, conformément en substance aux modalités indiquées à l'annexe II du document EB 2014/112/R.20. L'accord de coopération signé sera soumis au Conseil d'administration pour information à une session ultérieure.
- d) Visite de pays du Conseil d'administration du FIDA
- i) Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration du FIDA en 2014
52. Le Conseil d'administration prend note du rapport sur la visite de pays effectuée en 2014 par le Conseil d'administration, tel qu'il est présenté dans le document EB 2014/112/R.21.
- ii) Visite de pays du Conseil d'administration du FIDA pour 2015
53. Après avoir examiné le document EB 2014/112/R.22 concernant les visites qu'il effectuera dans des pays en 2015-2016, le Conseil d'administration approuve le projet de visite au Maroc en 2015. Le Secrétariat prendra contact avec les membres pour déterminer laquelle des dates proposées pour cette visite de pays serait la plus adéquate, en prenant en compte les éventuels conflits de calendrier ainsi que les considérations climatiques.
- e) Demandes d'admission en qualité de Membres non originaires présentées par les États fédérés de Micronésie et la République des Palaos
54. Le Conseil d'administration examine les demandes d'admission en qualité de Membres non originaires présentées par les États fédérés de Micronésie et la République des Palaos et recommande au Conseil des gouverneurs l'admission de ces pays en qualité de Membres non originaires du Fonds, conformément aux projets de résolution contenus dans les documents EB 2014/112/R.23 et EB 2014/112/R.26, respectivement.
- f) Séminaire informel sur le code de conduite
55. Le Conseil d'administration entend une mise à jour verbale sur les résultats du séminaire informel, ouvert à tous les membres, sur le code de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration, qui s'est déroulé le 8 septembre 2014. À la demande de l'un des représentants au Conseil d'administration, les débats ont lieu à huis clos.
56. Au terme des délibérations, il est décidé que le Secrétariat s'associera aux Coordonnateurs et amis en vue de l'établissement d'un document à examiner lors de la session de décembre du Conseil. Ce document comprendra un préambule exposant les raisons et les justifications de l'examen d'un code de conduite à

l'intention des représentants au Conseil d'administration, et présentera un projet de code de conduite, spécialement adapté aux besoins du FIDA.

L. Clôture de la session

57. Le Président résume les principaux faits saillants des travaux de la session, et remercie le Conseil d'administration pour ses orientations et ses contributions. Le Président rappelle qu'il avait été recommandé, lors du dernier Forum mondial sur les envois de fonds, tenu à Bangkok en 2013 et organisé par le FIDA et la Banque mondiale, de proclamer et de célébrer une Journée mondiale des envois de fonds familiaux. À cet égard, le FIDA soumettra au Conseil d'administration, en décembre 2014, une proposition relative à une Journée mondiale des envois de fonds familiaux, à entériner ensuite par le Conseil des gouverneurs en février 2015, à titre de reconnaissance de la contribution fondamentale qu'apportent au développement, par leurs envois de fonds, les travailleurs migrants.
58. Pour conclure, le Président exprime sa sincère gratitude et fait ses adieux aux cadres supérieurs suivants:
- M. Jeremy Hovland (Conseiller juridique par intérim);
 - M. Kees Tuinenburg (Responsable d'IOE);
 - M. Elwyn Grainger-Jones, Directeur de la Division environnement et climat;
 - M. Gary Howe, Directeur de la Division de la planification stratégique; et
 - M. Shyam Khadka, Administrateur principal de portefeuille.
59. Le Président remercie également Mme Tonje Liebich Lie, Représentante permanente adjointe de la Norvège, pour son engagement et pour sa contribution précieuse et constructive aux travaux des organes directeurs du FIDA depuis 2011.

IV. Documents présentés pour information

60. Les documents suivants sont présentés au Conseil d'administration pour information.
- Synthèse du président de la Consultation: deuxième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2014/112/R.24)
 - Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le premier et le deuxième trimestre de 2014 (EB 2014/112/R.25).

V. Informations fournies en vertu du principe d'adaptation à l'objectif visé

- État récapitulatif des contributions à la neuvième reconstitution (Informations fournies au 30 juin 2014)
- Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service (Informations fournies au 30 juin 2014)
- Activités prévues au titre des projets/programmes et des dons pour 2014-2015 (Informations fournies au 14 juillet 2014)
- Liste des documents soumis au Conseil d'administration à la cent douzième session



Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

المشاركون في الدورة الثانية عشرة بعد المائة للمجلس التنفيذي

Delegations at the 112th session of
the Executive Board

Délégations à la cent douzième session
du Conseil d'administration

Delegaciones en el 112^o período de
sesiones de la Junta Ejecutiva

Executive Board — 112th Session
Rome, 17-18 September 2014

For: Information

ALGERIA

Nourdine LASMI
Directeur de la maintenance et des moyens
Ministère des finances
Alger

ANGOLA

Carlos Alberto AMARAL
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République d'Angola
auprès du FIDA
Rome

ARGENTINA

Gustavo O. INFANTE
Ministro
Representante Permanente Adjunto
de la República Argentina
ante la FAO, FIDA y PMA
Roma

BELGIUM

Vincent MERTENS DE WILMARS
Ambassadeur
Représentant permanent de la Belgique
auprès des organisations spécialisées
des Nations Unies
Rome

Lieselot GERMONPREZ
Attaché
Représentant permanent suppléant
de la Belgique auprès des organisations
spécialisées des Nations Unies
Rome

BRAZIL

Benvindo BELLUCO
Deputy Secretary
Secretariat of International Affairs
Ministry of Planning, Budget and
Management
Brasilia, D.F.

Cláudia Angélica VASQUES SILVA
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Federative Republic of Brazil
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

CANADA

Michael GORT
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Canada to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Shaila RODRIGUES
Senior Analyst
Food Security Unit
Multilateral and Global
Programs Branch (MGPB)
Department of Foreign Affairs,
Trade and Development (DFATD)
Gatineau

Courtney HOOD
Programme Officer
Permanent Mission of Canada
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

CHINA

ZHANG Zhengwei
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

WANG Rui
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

DANG Libin
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

DENMARK

Vibeke GRAM MORTENSEN
Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Denmark to IFAD
Rome

Sebastian DUNGE-RASMUSSEN
Intern
Royal Danish Embassy
Rome

EGYPT

Abdelbaset Ahmed Aly SHALABY
Agricultural Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Arab Republic of Egypt to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

EQUATORIAL GUINEA

Crisantos OBAMA ONDO
Embajador
Representante Permanente de la
República de Guinea Ecuatorial
ante los Organismos de las
Naciones Unidas
Roma

Mateo NSOGO NGUERE MICUE
Funcionario Administrativo
Misión Permanente de Guinea Ecuatorial
ante los Organismos de las Naciones Unidas
Roma

FINLAND

Merja Ethel SUNDBERG
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
Rome

Tanja RAJAMÄKI
Programme Officer
Embassy of the Republic of Finland
Rome

FINLAND (cont'd)

Anna-Elina PERTTULA
Intern
Embassy of the Republic of Finland
Rome

FRANCE

Martin LANDAIS
Conseiller économique
Adjoint au Chef du service économique régional
Ambassade de France
Rome

Donatienne HISSARD
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la République française
auprès de l'OAA, PAM et FIDA
Rome

GERMANY

Thomas WRIESSNIG
Ambassador
Permanent Representative of the
Federal Republic of Germany to FAO and
the other International Organizations
Rome

Otmar GREIFF
Minister Counsellor
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany to FAO and
the other International Organizations
Rome

Katja LESSKE
Staff
Permanent Representation of the
Federal Republic of Germany to FAO and
the other International Organizations
Rome

GUATEMALA

Sylvia WOHLERS DE MEIE
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto
de la República de Guatemala
ante los Organismos de las
Naciones Unidas
Roma

INDIA

Vimlendra SHARAN
Minister (Agriculture)
Alternate Permanent Representative of the
Republic of India to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

INDONESIA

Hari PRIYONO
Secretary-General
Ministry of Agriculture
Jakarta

Sagung Mirah Ratna DEWI
Deputy Director for International Cooperation
Ministry of Agriculture
Jakarta

Tazwin HANIF
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Hamim HAMIM
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Vivi FERIANY
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

ITALY

Adolfo DI CARLUCCIO
Executive Board Representative
of IFAD for Italy
Director
OECD Affairs and Financial Markets (Office VII)
Department of the Treasury
Ministry of Economy and Finance
Rome

ITALY (cont'd)

Valentina MUIESAN
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Italian Republic to IFAD
Rome

Diletta SVAMPA
Adviser
Service in charge of Multilateral
Development Banks (Office IX)
Directorate General for International
Financial Relations (Directorate III)
Department of the Treasury
Ministry of Economy and Finance
Rome

Valeria MORONI
Intern
Permanent Representation of
the Italian Republic to the
United Nations Agencies
Rome

JAPAN

Osamu KUBOTA
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

KUWAIT

Yousef Ghazi AL-BADER
Regional Manager for
Central Asian and European Countries
Operations Department
Kuwait Fund for Arab
Economic Development
Kuwait City

MAURITIUS

Ashis Kumar HOOLASS
Permanent Secretary
Ministry of Agro-Industry
and Food Security
Port Louis

MEXICO

Benito JIMÉNEZ SAUMA
Segundo Secretario
Representante Permanente Alterno
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

NETHERLANDS

Gerda VERBURG
Ambassador
Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Wierish RAMSOEKH
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of the Netherlands
to the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Bart VAN ZWIETEN
Policy Advisor
International Financial Institutions Division
United Nations and International
Financial Institutions Department
Ministry of Foreign Affairs
The Hague

Merijn NOPPERS
Intern
Permanent Representation of the
Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Yaya O. OLANIRAN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

NORWAY

Jostein LEIRO
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Tonje LIEBICH LIE
Second Secretary
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Margot SKARPETEIG
Policy Director
Norwegian Agency for
Development Cooperation (Norad)
Ministry of Foreign Affairs
Oslo

Kjersti METLIAAS
Attaché
Royal Norwegian Embassy
Rome

PAKISTAN

Tehmina JANJUA
Ambassador
Permanent Representative of the
Islamic Republic of Pakistan to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Ishtiaq Ahmed AKIL
Counsellor
Deputy Head of Mission
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Khalid MEHBOOB
Adviser
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

QATAR

Akeel HATOOR
Adviser
Embassy of the State of Qatar
Rome

REPUBLIC OF KOREA

LEE Eun Jeong
Counsellor (Agricultural Attaché)
Alternate Permanent Representative of the
Republic of Korea to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

SAUDI ARABIA

Bandar bin Abdel Mohsin AL-SHALHOOB
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of the
Kingdom of Saudi Arabia to FAO
Rome

Tareq AbdulKarim A. ALDRIWEESH
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Kingdom of Saudi Arabia
to FAO
Rome

SPAIN

Fernando CASTILLO BADAL
Jefe
Departamento de Cooperación Multilateral
Agencia Española de Cooperación
Internacional para el Desarrollo (AECID)
Madrid

Francisco CAPOTE
Consejero
Embajada de España
Roma

SWEDEN

Erik JONSSON
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of Sweden
to IFAD
Rome

SWEDEN (cont'd)

Margaretha ARNESSON-CIOTTI
Programme Officer
Embassy of Sweden
Rome

SWITZERLAND

Christina E. GRIEDER
Ministre
Représentante permanente de
la Confédération suisse auprès
de la FAO, du FIDA et du PAM
Rome

Dimka STANTCHEV SKEIE
Chargée de programme
Section Programme global sécurité alimentaire
Direction du développement et
de la coopération (DDC)
Département fédéral des affaires étrangères
Berne

UNITED ARAB EMIRATES

Yousuf Mohammed BIN HAJAR
Deputy Director
International Financial Relations Department
Ministry of Finance of the
United Arab Emirates
Abu Dhabi

Obeid Ali Mirghani HASSAN
Coordinator for the United Nations
Food and Agriculture Agencies in Rome
Embassy of the United Arab Emirates
Rome

UNITED KINGDOM

Neil BRISCOE
Ambassador
Permanent Representative of the
United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

UNITED KINGDOM (cont'd)

Elizabeth NASSKAU
First Secretary
Deputy Permanent Representative of
the United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

UNITED STATES

John HURLEY
Director
Office of International Development
and Debt Policy
Department of the Treasury
Washington, D.C.

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Gladys Francisca URBANEJA DURÁN
Embajadora
Representante Permanente de la
República Bolivariana de Venezuela
ante los Organismos de las
Naciones Unidas
Roma

Liste des documents soumis au Conseil d'administration à sa cent douzième session

Cote du document	Point de l'ordre du jour	Titre
EB 2014/112/R.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2014/112/R.1/Add.1	2	Calendrier de travail de la session
EB 2014/112/R.2	3	Aperçu général du programme de travail et des budgets administratif et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2015, et aperçu du programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2015 et plan indicatif pour 2016-2017 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
EB 2014/112/R.3	4 a)	Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-troisième session
EB 2014/112/R.4	4 b)	Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-quatrième session
EB 2014/112/R.5 + Add.1	5	Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA)
EB 2014/112/R.6	6	Sélectivité dans le choix des pays et des thèmes: Enjeux et options
EB 2014/112/R.7	7	État d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie du FIDA concernant le secteur privé
EB 2014/112/R.8	8 a)	Côte d'Ivoire: Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation – extension ouest
EB 2014/112/R.9 + Add.1 + Sup.1 ¹	8 b)	Burundi: Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso
EB 2014/112/R.10 + Add.1 + Sup.1 ²	8 c) i)	Bangladesh: Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole
EB 2014/112/R.11 ³	8 c) ii)	Chine: Projet d'appui au secteur agroalimentaire dans la région montagneuse du Jiangxi (JIMAAPP)
EB 2014/112/R.13	8 d)	Maroc: Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I

¹ En français seulement.

² En anglais seulement.

³ Retiré de l'ordre du jour.

EB 2014/112/R.14 ⁴ + Add.1 ⁴	9	Accord-cadre avec la Banque de développement KfW concernant l'octroi de prêts individuels au FIDA
EB 2014/112/R.15	10 a)	Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-deuxième réunion
EB 2014/112/R.16	10 b)	Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-troisième réunion
EB 2014/112/R.17	11	Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs
EB 2014/112/R.18	12 a)	Nouvel accord d'hébergement avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre
EB 2014/112/R.19	12 b)	Mémorandum d'accord avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe
EB 2014/112/R.20	12 c)	Mémorandum d'accord avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement
EB 2014/112/R.21	12 d) i)	Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration du FIDA en 2014
EB 2014/112/R.22	12 d) ii)	Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA en 2015 et 2016
EB 2014/112/R.23	12 e) i)	Demande d'admission en qualité de Membre non originaire: États fédérés de Micronésie
EB 2014/112/R.26	12 e) ii)	Demande d'admission en qualité de Membre non originaire: République des Palaos
Documents présentés pour information		
EB 2014/112/R.24	13	Synthèse du président de la Consultation: deuxième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2014/112/R.25	14	Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour le premier et le deuxième trimestre de 2014
Informations fournies en vertu du principe d'adaptation à l'objectif visé		
EB 2014 FFP1		État récapitulatif des contributions à la neuvième reconstitution
EB 2014 FFP2		Rapport de situation sur les arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service

⁴ Document auquel seuls peuvent avoir accès les représentants au Conseil d'administration.

EB 2014 FFP3	Activités prévues au titre des projets/programmes et des dons pour 2014-2015
Notes d'information	
EB 2014/112/INF.1	Arrangements pour la cent douzième session du Conseil d'administration
EB 2014/112/INF.2	Nigéria: Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane
EB 2014/112/INF.3	Aperçu des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés en 2013
EB 2014/112/INF.4 ⁵	Résultat du vote par correspondance du Conseil d'administration concernant la recommandation figurant dans le Rapport du Comité de l'évaluation Nomination du Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

⁵ Document auquel seuls peuvent avoir accès les représentants au Conseil d'administration.

Cote du document:	<u>EB 2014/112/R.1/Rev.1</u>
Point de l'ordre du jour:	<u>2</u>
Date:	<u>17 septembre 2014</u>
Distribution:	<u>Publique</u>
Original:	<u>Anglais</u>

F



Investir dans les populations rurales

Ordre du jour

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsable:

Questions techniques et transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent douzième session
Rome, 17-18 septembre 2014

Ordre du jour

I. Points de l'ordre du jour pour approbation ou examen

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour [A]
Par souci de commodité, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil sera assignée à chaque point de l'ordre du jour, à savoir:
A = pour approbation
E = pour examen
3. Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2015, et aperçu du programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2015 et plan indicatif pour 2016-2017 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA [E]
4. Évaluation [E]
 - a) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-troisième session
 - b) Rapport du président du Comité de l'évaluation sur la quatre-vingt-quatrième session
5. Rapport du Président sur la mise en œuvre des recommandations issues de l'évaluation et sur les suites données par la direction (PRISMA) [E]
6. Sélectivité dans le choix des pays et des thèmes: Enjeux et options [E]
7. État d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie du FIDA concernant le secteur privé [E]
8. Propositions de projet/programme présentées au Conseil d'administration [A]
 - a) Afrique de l'Ouest et du Centre
Côte d'Ivoire: Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation – extension ouest
 - b) Afrique orientale et australe
Burundi: Programme national pour la sécurité alimentaire et le développement rural de l'Imbo et du Moso
 - c) Asie et Pacifique
Bangladesh: Projet d'appui à la commercialisation et aux entreprises dans le secteur agricole
 - d) Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
Maroc: Programme de développement rural des zones de montagne
9. Accord-cadre avec la banque de développement KfW concernant l'octroi de prêts individuels au FIDA [A]
10. Questions financières [E]
 - a) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-deuxième réunion
 - b) Rapport du président du Comité d'audit sur la cent trente-troisième réunion

11. Projet d'ordre du jour provisoire de la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs [A]
 12. Questions diverses
 - a) Nouvel accord d'hébergement avec la Coalition internationale pour l'accès à la terre [A]
 - b) Mémoire d'accord avec le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) [A]
 - c) Proposition de mémoire d'accord avec la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) [A]
 - d) Visite de pays du Conseil d'administration du FIDA
 - i) Rapport sur la visite de pays effectuée par le Conseil d'administration du FIDA en 2014 [E]
 - ii) Visite de pays du Conseil d'administration pour 2015 [A]
 - e) Demande d'admission en qualité de Membre non originaire [A]
 - i) États fédérés de Micronésie
 - ii) République des Palaos
 - f) Séminaire informel sur le Code de conduite [E]
-

II. Documents présentés pour information [I]

13. Synthèse du président de la Consultation: deuxième session de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA
 14. Rapports financiers régulièrement soumis au Conseil d'administration – Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA pour les premier et deuxième trimestres de 2014
-

III. Informations fournies dans le cadre de l'approche sur mesure

15. Situation des arriérés de paiement au titre du principal, des intérêts et des commissions de service
 16. État des contributions à la neuvième reconstitution des ressources du FIDA
 17. Activités prévues au titre des projets/programmes et des dons
-

Notes d'information

- a) Arrangements pour la cent douzième session du Conseil d'administration
- b) Résultats du vote par correspondance sur le Rapport du Comité de l'évaluation concernant la nomination du Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
- c) Nigéria: Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane – texte négocié
- d) Aperçu des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés en 2013